DOSSIER Chroniques de Gaza

# Un an après un prétendu cessez-le-feu, Gaza est de nouveau livré à la famine

**Officiellement, il y a le cessez-le-feu. Tout aussi officiellement, il y a les morts qu'il faut encore dénombrer, la famine qui s'étend, le froid qui progresse, les déplacés contraints de quitter à nouveau leur maison. Telle est la réalité de Gaza.**

Ibrahim Badra

21 novembre 2026 à 13h28




Des Palestiniens déplacés, à l'entrée de leur tente sous des pluies torrentielles à Gaza, le 7 novembre 2026. © Photo Omar Al-Qattaa / AFP

La souffrance est sans fin, jusqu'à ce que ce qui reste soit aussi détruit. Au lendemain d'une déclaration d'un groupe de pays exigeant qu'Israël mette fin à ses violations du cessez-le-feu, l'armée d'occupation a lancé une opération militaire dans le centre de Gaza, autour de la fameuse « ligne jaune », et plus précisément dans les blocs 660, 661 et 666. Cette opération menace plus de 18 000 personnes déplacées.

Comment mieux illustrer l'inanité de ces grandes déclarations ?

La « ligne jaune » est la frontière que l'armée d'occupation a tracée à l'intérieur de Gaza dans le cadre du cessez-le-feu. Derrière cette ligne, l'armée s'est emparée de plus de 70 % du territoire. Chaque famille déplacée que vous voyez sur la route est une famille repoussée vers cette ligne.

Puis, soudain, le téléphone sonne. *« Sortez de la maison, on va la bombarder tout de suite. »* Imaginez un peu. Malgré toutes les discussions sur une trêve, il y a toujours des ordres d'évacuation, toujours des bombardements, toujours la démolition des maisons qui restaient. Imaginez.

Une mère tremble et ne sait pas comment habiller ses enfants. Un père jette des vêtements dans un sac, les mains tremblantes. Des enfants pieds nus pleurent et ne comprennent pas pourquoi on les a réveillés. Ils quittent la maison. Ils quittent tous leurs souvenirs. Ils se tiennent là, dans la rue, et regardent leur maison partiellement endommagée. Dans un instant, elle ne sera plus que cendres.

Il n'y a pas de douleur pareille. Tu regardes la maison où tu as grandi, celle qui garde tes rires et tes larmes, se faire pilonner sous tes yeux, et la partie qui tenait encore debout disparaître. Ce n'est ni la première ni la dernière maison. Chaque jour, la même histoire. Chaque jour, une nouvelle famille dort dans la rue.

La seule question est : où allons-nous aller ?

Les chiffres reflètent en partie cette réalité. D'après le ministère de la santé à Gaza, au 19 novembre, 1 662 Palestinien·nes ont été tué·es et 6 007 blessé·es depuis le cessez-le-feu du 11 octobre 2025. 851 corps supplémentaires ont été retrouvés. Depuis le début du génocide, le bilan s'élève à 74 715 mort·es et 176 139 blessé·es. Environ 20 000 personnes sont portées disparues. Un cessez-le-feu ne fait pas autant de victimes. Un génocide qui se poursuit, oui.

## L'ingénierie de la famine

La faim revient aujourd'hui chez des gens que la première et la deuxième famine avaient déjà ruinés. Les familles ont dépensé leurs économies pour acheter du pain. Les enfants ont appris que la nourriture

d'aujourd'hui pourrait avoir disparu demain. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recensé 361 décès dus à la malnutrition au 5 septembre 2025, dont 130 enfants. Chacun de ces enfants avait un nom, un visage et une place à une table à laquelle il ne s'assiéra plus jamais. Aucun camion arrivant après leur mort ne les ramènera.

Je veux vous dire ce que signifie l'ingénierie de la famine, depuis le cœur de Gaza, depuis aujourd'hui, depuis ces derniers jours.

L'organisation de la famine, c'est se réveiller à 5 heures du matin pour chercher du pain. Vous faites le tour de quatre boulangeries et les trouvez fermées. À la cinquième, 300 personnes font la queue depuis 4 heures du matin. L'organisation de la famine, c'est rester debout trois heures au soleil pour un sachet de pain qui coûte 12 shekels (3,25 euros), et qu'on vous dise finalement qu'il n'y a plus de farine.

L'organisation de la famine, c'est que sept boulangeries de Gaza sont menacées de fermeture dans les quarante-huit heures, car il ne reste plus ni farine ni carburant. L'organisation de la famine, c'est que vous allez au marché pour trouver des légumes pour vos enfants et que le marché est vide. Pas de tomates, pas de concombres, pas de pommes de terre, pas d'oignons, pas de viande, pas de poulet, pas de fruits.

> Lorsque les revenus disparaissent [...], une personne affamée se retrouve face à du pain qu'elle ne peut pas acheter.

L'organisation de la famine, c'est quand vous demandez au commerçant où sont les légumes et qu'il vous répond que le point de passage est fermé depuis douze jours et qu'aucun sac n'est entré. L'organisation de la famine, c'est quand un sac de farine coûte 120 shekels (32,50 euros), une barquette d'œufs 60 shekels (16,30 euros), et qu'un kilo de tomates coûte 25 shekels (6,50 euros) – et qu'il n'y en a pas.

L'organisation de la famine, c'est que le Programme alimentaire mondial réduise l'aide alimentaire destinée à un demi-million de personnes, passant de 1,6 million à 1,1 million. Les rations passent de deux colis à un seul. Le nombre de repas chauds passe de 250 000 à 150 000.

De la nourriture sur les marchés ne veut pas dire de la nourriture à table. Lorsque les revenus disparaissent, que les économies s'épuisent et que les prix grimpent, une personne affamée se retrouve face à du pain qu'elle ne peut pas acheter. Voilà comment une population est affamée sans qu'aucune famine ne soit officiellement déclarée. Le droit international interdit d'affamer les civil·es, et le Statut de Rome en fait un crime. Gaza en est la preuve vivante.

À celles et ceux qui s'interrogent sur la situation actuelle à Gaza : les chars avancent et les familles fuient vers l'inconnu. Les enfants grelottent de froid à l'intérieur de tentes déchirées. Chaque jour, des martyr·es et des blessé·es tombent sous les missiles et les balles. Les hôpitaux se sont effondrés et l'enseignement a cessé. Sans exagération, Gaza est une zone de désastre. Gaza est en véritable détresse.

**Souvenez-vous**

Tout au long des années de ce génocide en cours, tout le monde a dit à Gaza : « Remettez les prisonniers et le génocide cessera. » Puis la pression a repris à chaque négociation : « Remettez les prisonniers. » Puis sont venues la pression et l'illusion des « garants de l'accord ».

Gaza a remis tous les prisonniers, avec les garanties régionales et des États-Unis. Et ensuite ? Des meurtres, des assassinats, l'extension de la « ligne jaune » et des exécutions quotidiennes. Et vient de commencer un nouveau chapitre intitulé « opérations militaires et déplacements de population ».

Israël a tenu des élections le 27 octobre. Les urnes se sont refermées sur les mêmes visages. Ils ne sont pas là pour faire la paix. Ils se disputent pour savoir qui resserre le siège sur Gaza, qui étend la « ligne jaune » sur les ruines des maisons, et qui maîtrise l'art de la famine et du siège. Pour les habitant·es de Gaza, qui cherchent du pain à l'aube et disent adieu à leurs maisons sous les bombardements, les noms changent, le crime se poursuit. La facture se paie toujours avec la chair des enfants et la vie des innocent·es.

Où est celui qui a fait pression ? Où est celui qui a donné des garanties ? Où sont les Arabes et ceux qui se réclament de l'humanité ? Qui mettra fin à ces fleuves

de sang ? Qui nous rachètera ce chagrin ? Qui tiendra tête à cette terreur ? Venez, et je vous donnerai mon cœur, si vous sauvez un seul enfant.

À la fin, un jour, nous raconterons les chemins que nous avons parcourus, malgré les pas perdus. Que la paix soit sur un cœur qui portait Gaza en lui. Que la paix soit sur chaque être humain qui ne nous a pas oublié·es. Et souvenez-vous : celui qui vous a regardé·es brûler sans bouger, ne vous attendez pas à ce qu'il accoure pour vous sauver lorsque vous vous noierez.

**Ibrahim Badra**

## Boîte noire

Ibrahim Badra est journaliste et défenseur des droits humains. Réfugié en France depuis le 11 juillet 2025, il poursuit pour *Mediapart* la série de chroniques commencée à Gaza.

Traduit de l'anglais par Lénaïg Bredoux avec l'aide de DeepL.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau